Paris le 18 Février 2015,

**En marge du « forum franco-africain pour une croissance partagée» : conclusions opérationnelles de la Table Ronde Patronat africain et français sur les actions à mener pour la réussite des projets d’infrastructures de service public en Afrique.**

Nos conclusions optimistes pour débloquer la situation actuelle sont basées sur quelques constats simples pour les praticiens de projets d’investissement privés à long terme en Afrique. Elles tiennent pour une grande part au remarquable travail des Nations Unies (UNECE) aboutissant à créer un « choc international d’excellence » basé notamment sur un programme pilote très opérationnel dans les projets africains.

* Prise de conscience que les obstacles réels qui empêchent la réalisation de flux d’infrastructures de services publics souhaités par les Etats vont bien au-delà des sujets abordés de façon récurrente par le monde de l’aide au développement, soit à travers l’assistance technique et les « capacités building » proposées aux Etats, soit à travers l’assistance à la rédaction de lois et textes divers.
* Prise de conscience que pour sortir de l’impasse actuelle dans des conditions satisfaisantes au regard des grands besoins et de l’impact des projets réalisés sur la croissance, il fallait aborder tous les vrais problèmes de front en partant des réalités de terrain et en y injectant le meilleur de l’expérience internationale. Notre exposé des obstacles et des solutions qui aboutissent à de bonnes pratiques (qui pour l’essentiel restent à formuler) ne sont que le reflet de l’expérience cumulée des experts internationaux et africains en la matière déjà testée à de nombreuses reprises auprès des autorités publiques locales avec le soutien de l’aide française au développement.
* Prise de conscience que ce n’était pas quelques organisations patronales même très organisées ou encore des actions sectorielles du secteur public et du monde du développement qui pouvaient débloquer le processus.
* Prise de conscience qu’une nouvelle approche méthodologique capable de rassembler la très rare expertise qui existe en la matière était impérative.
* Prise de conscience qu’aucune action publique ou privée en cours (à l’exception notable du projet Centre d’Excellence UNECE) n’aborde les problématiques avec le professionnalisme et l’efficacité nécessaire en s’attachant au premier chef aux réalités locales. Lorsque le programme pilote du Centre d’Excellence pour l’Afrique est analysé avec suffisamment de minutie étape par étape par les responsables africains et français des projets d’infrastructure de service public ils reconnaissent sa pertinence et y adhérent pleinement.

Les partenaires africains savent en effet que sans ces étapes il est illusoire d’aboutir à des formulations de bonnes pratiques et de textes réglant facilement les problèmes et applicables sur le terrain et permettant de débloquer les flux de projets. La réaction de plusieurs responsables du patronat africain sur la qualité très inégale ou alors trop sectorielle des programmes de formation qui leur sont proposés dans leurs pays était révélatrice du problème. Certaines organisations patronales, au vu du peu d’efficacité de ces programmes « PPP » ont indiquées qu’elles ne conseillent même plus à leurs adhérents d’y participer.

En conclusion, sous l’impulsion des Nations Unies (UNECE) l’approche globale nouvelle et basée sur des réalités de terrain et apportant des solutions permettant le déblocage des flux d’infrastructures de services public en Afrique a été largement validée.

Dans le cadre du Centre international d’Excellence Concessions et PPP, il est prévu de créer dans diverses régions du monde des hub sources d’échanges d’expérience et de dissémination des bonnes pratiques. La création du hub Afrique de l’Ouest déjà évoqué avec nos partenaires africains publics et privé depuis quelques mois est ainsi en passe de devenir une réalité.

Il est fort à parier que d’ici le 1er avril 2015, date à laquelle le MEDEF organise une conférence internationale autour du Centre d’Excellence et de son programme, le hub Afrique de l’Ouest soit constitué.

**Marc Frilet**

**Vice-président IFEJI**

**marc@frilet.com**